

POLITIQUE DE CONFIDENTIALITE CONFORMEMENT AUX ART. 13 ET 14 DU REGLEMENT (UE) N° 2016/679 CONCERNANT LE TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL DU CONSOMMATEUR DANS LE CADRE DE L'ENREGISTREMENT DE LA GARANTIE

Par la présente note d'information, nous souhaitons vous fournir quelques informations spécifiques au traitement des données à caractère personnel que vous nous avez communiquées, soit directement, soit par l'intermédiaire du magasin revendeur auprès duquel vous avez acheté le produit, dans le cadre de l'enregistrement de votre « *Garantie conventionnelle des consommateurs concernant le produit Laminam* » (ci-après, la « **Garantie** »), en tant qu'acheteur d'un produit auquel se réfère la Garantie (ci-après, vous serez désigné comme le « **Consommateur** »),

1) QUI EST LE RESPONSABLE DU TRAITEMENT ?

Notre société : Laminam S.p.A., ayant siège à Fiorano Modenese (MO) via Ghiarola Nuova 258, N° de TVA/code fiscal IT01969990355 (ci-après, « **Laminam** » ou le « **Responsable** »).

Pour plus d'informations sur cette note d'information et sur le traitement des données à caractère personnel effectué par le Responsable, nous pouvons être contactés aux adresses suivantes :

- Par voie postale : au siège social, 41042 Fiorano Modenese (MO), via Ghiarola Nuova 258 ;
- Par téléphone/fax : aux numéros 0536 1844200, fax 0536 1844201 ;
- Par e-mail, à l'adresse : privacy@laminam.com

2) QUELLES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL DU CONSOMMATEUR TRAITONS-NOUS ?

Le Responsable traite le nom, le prénom, l'adresse e-mail du Consommateur, l'adresse où le produit acheté a été ou sera installé, ainsi que le code d'identification de la plaque (CODE) (ci-après, les « **Données à caractère personnel** ») et d'autres informations relatives à l'achat effectué par le Consommateur, à savoir la raison sociale, le numéro de TVA et l'adresse e-mail du revendeur.

3) POUR QUELLES FINALITES TRAITONS-NOUS LES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL ET SUR QUELLE BASE JURIDIQUE ?

Les Données à caractère personnel peuvent être traitées pour :

- 1) gérer la demande d'enregistrement de la Garantie et exécuter et mettre en œuvre la Garantie elle-même ainsi que toutes les tâches, y compris organisationnelles, qui en découlent (y compris l'envoi de communications de service, notamment automatisés, aux coordonnées fournies, par exemple pour notifier l'enregistrement, pour la réception du certificat de garantie, etc.) et l'activité d'assistance et de soutien en rapport avec la Garantie ;
- 2) remplir les obligations légales liées aux dispositions civiles, fiscales et administratives ;
- 3) faire valoir et défendre ses droits, y compris par des initiatives extrajudiciaires et également par l'intermédiaire de tiers ;
- 4) pour la gestion des contacts promotionnels et donc pour l'envoi de communications électroniques, y compris la newsletter : a) commerciales, informatives et promotionnelles des activités et des initiatives de Laminam (y compris les invitations à des événements) et des produits/services



connexes également différents de ceux inclus dans le cas du point b) ci-après ; b) pour la vente/promotion directe de produits similaires à ceux déjà achetés par le Consommateur.

Le traitement par conséquent est basé :

- (i) aux fins visées au point 1), sur la nécessité de mettre en œuvre des mesures précontractuelles prises à la demande du Consommateur ou du contrat auquel le consommateur est partie ;
- (ii) aux fins visées au point 2), sur l'exécution des obligations légales de la part du Responsable ;
- (iii) aux fins visées au point 3), sur l'intérêt légitime du Responsable à une pleine défense de ses droits ;
- (iv) aux fins visées au point 4), concernant l'hypothèse a) sur l'explicite accord du Consommateur, expressément manifesté en cochant la case placée dans la section prévue à cet effet sur le site et qui pourra être révoqué à tout moment, selon ce qui est prévu dans le par. 9 ; concernant l'hypothèse b) sur le légitime intérêt du Responsable à maintenir et à renforcer les rapports commerciaux avec les Consommateurs qui ont déjà acheté les produits auxquels la Garantie se réfère ou des produits analogues et les fidéliser (notamment en vertu de l'art. 130, par. 4 du Code de confidentialité).

4) QUELLES SONT LES CONSEQUENCES EN CAS DE NON-FOURNITURE DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL ?

La fourniture des Données à caractère personnel est nécessaire pour répondre aux finalités prévues au par. 3, « *Pour quelles finalités traitons-nous les Données à caractère personnel et sur quelle base juridique ?* », n° 1 et 2. Par conséquent, tout défaut de fourniture - même partielle - de ces données empêchera l'enregistrement de la Garantie et l'exécution des obligations liées à son exécution (y compris donc celles inhérentes à la gestion opérationnelle et administrative de celle-ci) ou, en tout cas et plus généralement, l'exécution de l'activité demandée par le Consommateur ou dans l'intérêt de ce dernier.

En revanche, la communication des Données à caractère personnel dans le but indiqué au par. 3, n° 4 est facultative, car elle concerne un traitement qui n'est pas indispensable aux fins de la Garantie, et tout manquement n'affectera donc pas l'exécution de la Garantie et la possibilité de remplir les obligations correspondantes.

5) AVEC QUELLES MODALITES TRAITONS-NOUS LES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL ?

Les données à caractère personnel seront traitées au moyen d'outils manuels ou informatiques exclusivement de la part de sujets autorisés et formés opportunément.

6) À QUI POUVONS-NOUS COMMUNIQUER LES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL ?

Pour les finalités indiquées au par. 3, les Données à caractère personnel pourront être connues par/communiquées aux :

- personnes autorisées au traitement du Responsable (salariés/opérateurs et collaborateurs) ;
- tiers fournisseurs de services au Responsable (notamment sociétés ou sujets qui offrent des services juridiques ou d'assurance, fournisseurs de services techniques et informatiques, fournisseurs de services, *etc.*) ;



- sociétés et professionnels tiers chargés de faire valoir les droits, intérêts, prétentions du Responsable, issus du rapport avec les Consommateurs ;
- organismes d'État, autorités judiciaires ou administratives, organismes publics et privés, notamment après des inspections et vérifications ;
- personnes pouvant accéder aux données en cas de dispositions de loi ou de réglementations secondaires ou communautaires.

Les destinataires susmentionnés opèrent, selon les cas, en tant que sous-traitants du traitement, responsables autonomes du traitement ou autorisés. Pour connaître la liste mise à jour des destinataires ou demander des informations supplémentaires sur les catégories de personnes susceptibles de prendre connaissance de leurs données à caractère personnel, les Consommateurs peuvent contacter directement le Responsable, en écrivant aux coordonnées indiquées au par. 1.

7) PENDANT COMBIEN DE TEMPS CONSERVONS-NOUS LES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL ?

Les Données à caractère personnel seront conservées par le Responsable pendant le temps strictement nécessaire aux objectifs pour lesquels elles ont été recueillies ; notamment :

- pour les finalités indiquées au par. 3 n° 1 : au moins jusqu'à l'échéance de la période de validité de la Garantie ;
- pour les finalités indiquées au par. 3 n° 2 : pour toute la durée de la loi ;
- pour les finalités indiquées au par. 3 n° 3, donc pour garantir le droit de défense du Responsable : au moins jusqu'à l'éventuel exercice du droit d'opposition du Consommateur, tout en considérant qu'en cas de problématiques, anomalies, contestations ou controverses, même non judiciaires, les Données à caractère personnel seront conservées pendant une période égale au terme de prescription avec un supplément d'une période de six mois pour le constat, l'exercice ou la défense d'un droit du Responsable ;
- pour les finalités indiquées au par. 3 n° 4 : jusqu'à l'éventuelle révocation de l'accord de la part du Consommateur ou à l'exercice du droit d'opposition de celui-ci et quoi qu'il en soit pour une période maximale de 24 mois, selon les cas, à partir de l'accord ou de l'enregistrement de la Garantie.

En cas de révocation ou d'opposition, les Données à caractère personnel seront supprimées, sauf si d'autres activités sont menées par le Responsable à l'égard du Consommateur ; dans ce dernier cas, en effet, les Données à caractère personnel ne seront pas supprimées mais ne seront plus traitées pour la finalité spécifique pour laquelle le Consommateur a exercé la révocation ou l'opposition (mais pourront être traitées, si nécessaire, pour les autres finalités). Une fois la demande de révocation ou l'opposition reçue, il peut s'écouler quelques jours avant qu'elle ne soit traitée, puis que les registres/systèmes du Responsable ne soient mis à jour. La désinscription de la réception de messages marketing n'interrompra pas les communications de service, telles que les mises à jour relatives à la Garantie. En l'absence de révocation ou d'opposition, celles-ci seront conservées dans les limites des délais indiqués ci-dessus.

Dans tous les cas, une fois les périodes respectives écoulées, toutes les Données à caractère personnel seront supprimées ou anonymisées. Il reste entendu que les termes indiqués pourront être prolongés dans



les cas où la conservation pendant une période supplémentaire serait demandée à l'occasion de contentieux, demandes de la part des autorités compétentes ou selon les normes applicables.

8) TRANSFERONS-NOUS LES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL VERS DES PAYS HORS DE L'UNION EUROPEENNE ?

S'il s'avère nécessaire afin d'atteindre les objectifs énoncés au par. 3 de transférer des Données à caractère personnel vers des pays tiers, ce transfert aura lieu conformément aux exigences prescrites par la législation européenne et donc en présence de conditions et de garanties qui assurent un niveau de protection des données à caractère personnel conforme à celui requis par le RGPD. Cela peut se produire dans le cadre de l'exécution de services fournis à Laminam par des tiers.

9) QUELS DROITS ONT LES CONSOMMATEURS (OU AUTRES PERSONNES CONCERNEES) AU TRAITEMENT ?

Les Consommateurs ou autres personnes concernées, si les circonstances s'y prêtent, peuvent à tout moment et gratuitement exercer les droits suivants vis-à-vis du Responsable :

- **Droit d'accès** : permet d'obtenir du Responsable la confirmation que des données à caractère personnel les concernant sont ou non traitées et, le cas échéant, obtenir l'accès aux données à caractère personnel ;
- **Droit de rectification** : permet d'obtenir la rectification/intégration des données à caractère personnel inexactes/incomplètes ;
- **Droit de suppression** : permet d'obtenir, dans les cas prévus par les normes, la suppression de ses données à caractère personnel ;
- **Droit de restriction du traitement** : permet d'obtenir, dans les cas prévus par l'art. 18, par. 1 du RGPD, la restriction (c'est-à-dire le marquage des données à caractère personnel stockées dans le but de limiter leur traitement à l'avenir) du traitement de ses données à caractère personnel ;
- **Droit de portabilité des données** : dans les cas où le traitement est effectué par des moyens automatisés sur la base juridique du contrat ou du consentement, le droit de recevoir dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine, limité aux données fournies au Responsable, les données à caractère personnel les concernant, ainsi que le droit de transmettre ces données à un autre responsable.

Les Consommateurs ou autres personnes concernées ont également le droit :

- de **s'opposer** - pour des raisons à expliciter, liées à une situation personnelle particulière - au traitement des données à caractère personnel réalisé par le Responsable pour la finalité indiquées au par. 3 n° 3, restant entendu ce qui est explicité au par. 7 concernant la conservation des données à caractère personnel ;
- concernant le traitement de ses propres données pour la finalité indiquées au par. 3 n° 4, donc pour la gestion des contacts promotionnels :
 - de **s'opposer** au traitement à tout moment à sans invoquer de motivation, si le traitement est basé sur l'intérêt légitime du Responsable (lettre b) ;
 - de **révoquer** le consentement à tout moment, si le traitement est basé sur le consentement



(lettre a) ;

selon les modalités suivantes : en cliquant sur le *lien* placé en bas de chaque *newsletter/e-mail* reçu pour la suppression de la *mailing list*. La licéité du traitement des données à caractère personnel fondées sur le consentement avant la révocation n'est pas affectée.

De plus, les Consommateurs ou autres personnes concernées qui considèrent que le traitement des données à caractère personnel qui les concerne viole les normes du RGPD, ont le droit de **proposer une réclamation** à l'autorité nationale de surveillance de l'État membre de l'Union européenne où la personne concernée réside ou a son lieu de travail, ou bien du lieu où a eu lieu la violation présumée de son droit (si cet État est l'Italie, le sujet compétent est l'autorité chargée de la protection des données à caractère personnel) **ou de prendre les mesures judiciaires appropriées** (art. 79 du RGPD).

